



## Bonne rentrée de lutte syndicale, les motifs ne manquent pas !

La rentrée 2019 est chargée... de mauvaises nouvelles : réforme de la Fonction publique qui porte lourdement atteinte au statut et au paritarisme, tout en détricotant en substance une Fonction publique déjà plus qu'abîmée ; lycée Blanquer à l'Éducation nationale qui réserve son lot d'incohérences et génère la colère de collègues en attente de reconnaissance, y compris salariale.

Dans le réseau étranger de l'enseignement français, là encore, la montagne accouche d'une souris avec les premiers axes de la « réforme », annoncés par le Ministre des Affaires étrangères. Tout répond à la commande présidentielle de doublement des effectifs d'élèves à l'horizon 2030. En fait, ces annonces font surtout l'effet d'une cautère sur une jambe de bois et masquent à peine un réel danger !

- La **dotation supplémentaire de 25M€** pour l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ne compense pas l'annulation de crédit de 33M€ de l'été 2017. En effet, **les conséquences du plan d'économie déroulé sans état d'âme par l'AEFE suite à l'annulation de 2017 sont irréversibles**. On ne peut que sourire de l'annonce du retour au niveau de 2016 de la participation des familles aux frais de scolarité puisque cela était déjà prévu et acté par l'AEFE !
- L'**augmentation du nombre de détachements (+ 1000) de titulaires** « dans les prochaines années » n'est évidemment pas plus à la hauteur de l'ambition affichée du plan de doublement des élèves en une décennie. De plus, **ils seront donnés aux établissements totalement privés**. Rappelons qu'aujourd'hui, par l'assouplissement de la procédure d'homologation (qui revient au Ministère de l'Éducation nationale), il est possible d'ouvrir un établissement d'enseignement français sans aucun personnel titulaire !
- Le **développement de ces établissements dits « partenaires »**, totalement privés, est en fait le véritable objectif de cette pseudo réforme : ce sont bien aux investisseurs privés, français ou étrangers, que l'on offre le « marché » de l'éducation !

L'objectif unique et à peine voilé de cette réforme est donc bien de développer la privatisation, engagée de longue date, de l'outil public AEFE, tout en l'affaiblissant encore. **Et l'Agence se voit confier une grande partie de la mise en œuvre de cette privatisation, donc de son propre démantèlement !**

**Le SNES-FSU continuera sans relâche à lutter pour un véritable service public d'éducation, à l'étranger aussi, comme pour la défense de l'Établissement public, le renforcement des missions de service public qui ont jusque-là fait leurs preuves mais que de tels projets mettent réellement en danger.**

**Bonne rentrée de lutte et de mobilisations !**

